

Israël détruit, affame et assassine

Nétanyahou a envoyé, dans les eaux territoriales de la Tunisie, deux drones contre la flotte qui proteste vainement contre le blocus d'Israël et de l'Égypte. C'est délibérément, sciemment, que l'armée israélienne qui occupe Gaza affame sa population tout en organisant une propagande abjecte pour nier sa responsabilité totale dans la famine.

L'agence de l'ONU UNWRA a été empêchée d'amener tout approvisionnement. Nous avons à disposition des stocks qui nous permettraient de couvrir tous les besoins de la population de Gaza pour les trois prochains mois. (Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNWRA, entrevue au Monde, 9 septembre)

Il ne s'agit pas d'un dérapage du premier ministre et de ses ministres fascistes. C'est le projet sioniste qui s'applique, conçu à la fin du 19^e siècle, approuvé par l'ONU en 1947, concrétisé par l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens et la proclamation d'Israël sous gouvernement travailliste en 1948.

Non content d'occuper une partie du territoire du Liban et de la Syrie, Israël bombarde systématiquement le reste de leur territoire, même si le Hezbollah ne bouge pas un doigt pour les Palestiniens et si le gouvernement islamiste d'Al-Bachir interdit toute mobilisation pour les Palestiniens. Israël bombarde le Yémen et tue ses dirigeants. Il vient de chercher à tuer les négociateurs du Hamas au Qatar, ce qui prouve, une fois de plus, que la libération des otages du 7 octobre 2023 n'est qu'un prétexte.

Le gouvernement américain n'a pas daigné mentionner l'action terroriste en Tunisie et il ne voit dans celle menée à Doha qu'un « incident regrettable ». Le gouvernement français regrette mais s'en prend surtout au Hamas et prétend décider qui doit gouverner la bande de Gaza.

La France réaffirme son attachement au respect de la souveraineté du Qatar, de son intégrité territoriale et du droit international. La France réitère sa condamnation sans équivoque des crimes odieux du Hamas, mouvement terroriste qui doit libérer immédiatement et inconditionnellement les otages qu'il détient, être désarmé et exclu définitivement de la gouvernance de la bande de Gaza. (Ministère des affaires étrangères, 10 septembre)

Nétanyahou peut donc poursuivre ses attentats et ses invasions au Proche-Orient, son génocide dans la bande de Gaza. L'armée y a tué 63 746 personnes et blessé 161 245 depuis l'automne 2023, a assassiné systématiquement les journalistes, y attaque les hôpitaux et démolit les écoles, les infrastructures et l'habitat.

92 % des bâtiments résidentiels ont été détruits ou endommagés dans la bande de Gaza. (Le Monde, 10 septembre)

La ville de Gaza est en train d'être rayée de la carte, réduite à un champ de ruines. Elle est vidée de sa population affamée, contrainte de se déplacer vers la zone dite « humanitaire » de Mawasi. Celui-ci constitue un immense camp, qui ne cesse de s'agrandir, où s'entassent des Palestiniens affamés et désespérés. (UNWRA, 9 septembre)

En même temps, Israël accélère la colonisation de Jérusalem et de la Cisjordanie.

Tous les territoires occupés par Israël depuis 1967 sont grignotés par des colonies, hachés par des check-points, barrés par des centaines de kilomètres de murs et découpés en différentes zones relevant théoriquement de régimes administratifs et sécuritaires différents, mais où l'armée israélienne intervient en toute liberté. (Le Monde, 3 septembre)

Qui peut croire à un État palestinien dont l'ONU discute depuis le 9 septembre ?

Fidèle à son engagement historique pour une paix juste et durable au Proche-Orient, la France procédera en septembre prochain à la reconnaissance de l'État de Palestine. (Ministère des affaires étrangères, 25 juillet)

Le hochet de la « solution à deux États », soutenue en France par le PS, le PCF, LFI et LO, ne fait que légitimer la colonisation depuis 150 ans, l'expulsion de 750 000 Palestiniens en 1948, la persécution des Palestiniens dans les bantoustans créés par les accords d'Oslo de 1993. La bourgeoisie sioniste n'a qu'un objectif : expulser tous les Palestiniens, liquider ceux qui résistent.

Il n'y aura pas d'État palestinien, cet endroit nous appartient. (Netanyahou, 11 septembre)

Pour instaurer la paix dans une Palestine unie, démocratique, multiethnique, plurilingue, laïque, le prolétariat doit prendre la tête, à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban, en Israël, en Égypte, en Syrie, en Turquie... de la lutte contre le sionisme et jeter les bases de la fédération socialiste du Proche-Orient.

La responsabilité du mouvement ouvrier français (partis et syndicats) est de se mobiliser pour le retrait israélien de Gaza, de la Cisjordanie, du Liban et de la Syrie, le boycott des livraisons d'armes (comme les dockers de Fos l'ont fait le 4 juin), la fin de toute collaboration militaire et de toute recherche militaire commune avec Israël, l'annulation de tous les jugements et poursuites envers les militants antisionistes et Urgence Palestine. Non à tout gouvernement bourgeois et pro-sioniste : ni Macron-Lecornu, ni Le Pen-Bardella, gouvernement ouvrier !

11 septembre 2025

